

**VISANT A L'ETABLISSEMENT D'UNE LISTE DE NAVIRES PRESUMES AVOIR EXERCE LA PECHE ILLICITE, NON
DECLAREE ET NON REGLEMENTEE DANS LA ZONE DE COMPETENCE DE LA CTOI**

SOUMISE PAR : ROYAUME-UNI (TERRITOIRES D'OUTREMER), AUSTRALIE ET SEYCHELLES, 12 AVRIL 2017

Exposé des motifs

Lors de la S20 en 2016, « *La Commission A EXAMINÉ une proposition [Soumise par le Royaume-Uni (Territoires d'outremer), l'Australie, l'UE, l'Indonésie et les Seychelles] visant à renforcer la résolution actuelle sur l'établissement d'une liste de navires présumés avoir exercé la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone de compétence de la CTOI (IOTC-2016-S20-PropO). En dépit des révisions apportées à la proposition, basées sur les retours reçus durant la réunion, un accord n'a pas pu être atteint et la proposition a été reportée à la prochaine réunion de la Commission.* » (Paragraphe 142 du rapport IOTC-2016-S20-R[F])

IOTC-2016-S20-Prop O (Rev2) incorporait des commentaires reçus durant la session et en marge de la réunion S20. La proposition actuelle prend la version Rev2 de 2016 comme point de départ. Les changements en mode suivi des modifications dans la proposition actuelle (une copie propre est également disponible) abordent les points soulevés à la fin de la S20 par la Chine, l'Inde, le Japon et Maurice, et incorporent d'autres commentaires reçus durant l'intersession de la part de ces CPC, des coauteurs et d'autres CPC.

Nous avons amendé la Résolution 11/03 afin de remédier aux incohérences qui ont été révélées par l'expérience de son application et d'améliorer le flux logique du texte. Nous avons également incorporé du texte provenant d'autres ORGP thonières, pour assurer la cohérence des approches.

Les principales questions que nous avons cherché à traiter sont les suivants :

- Mieux définir le champ d'application en termes :
 - d'espèces couvertes (pour les espèces couvertes par l'Accord portant création de la CTOI ou par les mesures de conservation et de gestion de la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI) ;
 - de ce que sont la pêche et les activités de pêche (la définition est maintenant cohérente avec la Résolution 10/11, remplacée par la Résolution 16/11) ; et
 - de navires concernés et de ceux qui en ont la responsabilité (propriétaire, armateur, capitaine). La Résolution 11/03 exigeait que des informations soient recueillies sur ces personnes/entités, mais elles n'étaient pas définies. Comme c'était le cas dans la Résolution 11/03, cependant, les informations sur le capitaine ne sont pas incluses dans la Liste des navires INN (Annexe II).
- Supprimer l'option d'un processus d'inscription des navires en intersessions (c'est-à-dire les navires maintenus sur la liste provisoire des navires INN). Cela représente le changement le plus important par rapport à la proposition depuis la Rev 2. Selon l'expérience des tentatives récentes de la Commission pour mettre en œuvre le processus en intersessions, il est clair qu'un nombre insuffisant de CPC s'engagent dans ce processus pour que le quorum puisse être atteint. On peut conclure que le processus d'inscription des navires en intersessions ne fonctionne pas, et une alternative est donc nécessaire. Le vote au cours de la réunion de la Commission fait avancer la décision, mais nous avons conservé la même base que dans 11/03 (majorité des deux tiers).

Notez que cela a pour conséquence que la liste provisoire des navires INN n'existe que temporairement après adoption par le Comité d'application et acceptation ou rejet de la recommandation du CdA par la Commission. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'inclure des mesures pour éliminer les navires de la liste provisoire des navires INN en intersessions, qui ne concerne que les navires sur la liste des navires INN (procédures de radiation des navires).

- Fournir au Comité d'application et à la Commission les outils leur permettant d'évaluer plus facilement les cas de pêche INN à chaque étape du processus (annexes III et IV)
- Définir plus clairement les informations qui doivent être soumises au Comité d'application pour proposer l'inclusion d'un navire sur la proposition de liste de navires INN, les détails à déclarer et les responsabilités de l'État du pavillon.



- Ajuster le calendrier de déclaration pour le rendre compatible avec les dates du Comité d'application et veiller à ce qu'il est réaliste pour les acteurs concernés.
- Lever les ambiguïtés et améliorer le flux du texte.

RESOLUTION 17/XX

VISANT A L'ETABLISSEMENT D'UNE LISTE DE NAVIRES PRESUMES AVOIR EXERCE LA PECHE ILLICITE, NON DECLAREE ET NON REGLEMENTEE DANS LA ZONE DE COMPETENCE DE LA CTOI

La Commission des thons de l'océan Indien (CTOI),

RAPPELANT que le Conseil de la FAO a adopté le 23 juin 2001 un Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (IPOA-IUU). Ce plan stipule que l'identification des navires se livrant à des activités INN devra suivre des procédures convenues et sera appliqué de façon équitable, transparente et non discriminatoire ;

RAPPELANT que la CTOI a adopté la résolution 01/07 [remplacée par la [résolution 14/01](#)] *Concernant le soutien du Plan international d'action INN* ;

RAPPELANT que la CTOI a déjà adopté des mesures contre la pêche INN ;

RAPPELANT que la CTOI a adopté la résolution 07/01 *Visant à promouvoir le respect par les ressortissants des parties contractantes et parties coopérantes non contractantes des mesures de conservation et de gestion de la CTOI* ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que la CTOI a adopté la résolution 07/02 [remplacée par la [résolution 13/02](#), puis [14/04](#) et enfin par la [résolution 15/04](#)] visant à améliorer l'application des mesures de conservation et de gestion de la CTOI par le biais d'un Registre des navires de pêche autorisés à opérer dans la zone de compétence de la CTOI.

RECONNAISSANT que les activités de pêche INN pourraient être liées à la criminalité grave et organisée ;

PRÉOCCUPÉE de ce que les activités de pêche INN se poursuivent dans la zone de compétence de la CTOI et de ce que ces activités réduisent l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉE par les preuves de l'existence d'un grand nombre d'armateurs engagés dans des activités de pêche INN et qui ont changé le pavillon de leurs navires afin d'éviter de devoir respecter les mesures de conservation et de gestion de la CTOI ;

DÉTERMINÉE à faire face au défi d'un accroissement des activités de pêche INN par le biais de contre-mesures s'appliquant aux navires pratiquant la pêche INN, sans préjudice pour les mesures concernant les États du pavillon adoptées au titre des instruments juridiques de la CTOI ;

CONSCIENTE de la nécessité de faire face, en priorité, au problème des grands navires se livrant à des activités de pêche INN ;

NOTANT qu'il convient de faire face à la situation en connaissance de l'ensemble des instruments internationaux sur les pêches et en conformité avec les droits et obligations établis dans l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;

ADOpte les points suivants, au titre de l'alinéa 1 de l'Article IX de l'Accord portant création de la CTOI :

Usage des termes

1. Pour les besoins de cette résolution :

- a) « propriétaire » signifie la personne physique ou morale enregistrée comme propriétaire d'un navire et couvre également tout ayant droit différent du propriétaire légal ;

- ~~b) i) « propriétaire inscrit » signifie le propriétaire indiqué dans le Registre des navires autorisés de la CTOI ou, si le navire n'est inscrit sur ce registre, la personne physique ou morale mentionnée sur les documents d'immatriculation nationale du navire ;~~
- ~~ii) un navire sera considéré avoir le(s) même(s) propriétaire(s) inscrit(s) lorsque une ou plusieurs des personnes ou entités physiques ou morales mentionnées sur le Registre des navires autorisés de la CTOI est/sont la/les même(s) ;~~
- ~~iii) si un navire n'est pas sur cette le Registre CTOI des navires autorisés, alors le(s) même(s) propriétaire(s) inscrit(s) est/sont considéré(s) comme le(s) même(s) si une ou plusieurs des personnes ou entités physiques ou morales mentionnées sur les documents d'immatriculation nationale du navire est/sont la/les même(s) ;~~
- b) « armateur » signifie la personne physique ou morale qui est responsable de la prise des décisions commerciales concernant la gestion et l'exploitation du navire et inclut :
- i. (a) l'affréteur du navire,
- e)ii. (b) toute personne physique ou morale qui gère une unité opérationnelle dans laquelle le navire est inclus et qui décide comment et où cet actif est déployé ;
- ~~c) « capitaine » signifie toute personne qui détient le poste de plus haute responsabilité, à tout moment, à bord d'un navire de pêche ;~~
- ~~d) « pêche » signifie chercher, attirer¹, localiser, capturer, prendre ou récolter du poisson ou toute activité qui peut raisonnablement être considérée comme entraînant l'attraction, la localisation, la capture, la prise ou la récolte du poisson ;~~
- ~~e) « activités liées à la pêche » signifie toute opération en soutien, ou en préparation, à la pêche, y compris le débarquement, l'emballage, la transformation, le transbordement ou le transport de poissons et/ou de produits du poisson qui n'ont pas déjà été débarqués au port, ainsi que la fourniture en mer de personnel, de carburant, d'engins, de nourriture et autres fournitures ;~~
- ~~g) « à la satisfaction du Comité d'application/de la Commission » ou toute variante de cette expression signifie : selon les pratiques établies de la CTOI, y compris la règle IX du Règlement intérieur ;~~
- ~~h)f) le singulier inclut également le pluriel.~~

Application de cette mesure

2. Cette résolution s'applique aux navires, ainsi qu'à leurs propriétaires, armateurs et capitaines, qui entreprennent des activités de pêche et liées à la pêche, pour les espèces couvertes par l'Accord CTOI ou par les mesures de conservation et de gestion de la CTOI au sein de la zone de compétence de la CTOI (« zone CTOI »).

Objectif

3. Cette résolution définit les règles et procédures pour la maintenance et la mise à jour par la Commission du système de listes de navires considérés comme impliqués dans des activités de pêche illicites, non réglementées et non déclarées (INN) ~~dans la zone CTOI~~ et qui comprend :

- (a) ~~(a)~~ la Proposition de liste des navires INN de la CTOI (Proposition de liste des navires INN),
- (b) ~~(b)~~ la Liste provisoire des navires INN de la CTOI (Liste provisoire des navires INN) et
- (c) (c) la Liste des navires INN de la CTOI (Liste des navires INN).

¹ les DCP dérivant suite à un déploiement par un navire inscrit sur la Liste des navires autorisés de la CTOI ne sont pas INN.

Définition des activités de pêche INN

4. Pour les besoins de cette résolution, un navire est considéré comme s'étant engagé dans des activités de pêche INN ~~dans la zone CTOI~~ lorsqu'une partie contractante ou une partie coopérante non contractante (ci-après appelée « CPC ») a fourni des informations et/ou des preuves suffisamment étayées de ce que ce navire, dans la zone de compétence de la CTOI et en relation avec des espèces couvertes par l'Accord CTOI ou par des mesures de conservation et de gestion de la CTOI :
- a) s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche ~~dans la zone CTOI concernant des espèces couvertes par l'Accord CTOI ou par des mesures de conservation et de gestion de la CTOI, même s'il est~~ n'est ~~pas inscrit ni~~ sur le Registre des navires autorisés de la CTOI, conformément à la Résolution 15/04, ~~ni sur la Liste des navires en activité~~ ; ou
 - b) s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche ~~dans la zone CTOI concernant des espèces couvertes par l'Accord CTOI ou par des mesures de conservation et de gestion de la CTOI, lorsque alors~~ que son ~~leur~~ pavillon ne dispose pas d'un quota, d'une limite des captures ou d'une allocation d'effort suffisant(e) en vertu des mesures de conservation et de gestion de la CTOI, le cas échéant ; ou
 - c) n'a pas consigné ou déclaré ses prises, conformément aux mesures de conservation et de gestion de la CTOI, ou a fait de fausses déclarations ; ou
 - d) a capturé ou débarqué du poisson trop petit ~~dans la zone CTOI~~, en contravention des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou
 - e) s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche ~~dans la zone CTOI~~ durant des périodes de clôture de la pêche ou dans des zones fermées, en contravention des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou
 - f) a utilisé des engins prohibés ~~dans la zone CTOI~~, en contravention des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou
 - g) a transbordé du poisson, ou autrement participé à des opérations conjointes avec des navires de soutien ou de réapprovisionnement qui :
 - i. (i) ne sont pas inclus sur Registre des navires autorisés de la CTOI, ou
 - ~~g)ii.~~ ii. (ii) sont inclus dans une liste de navires engagés dans la pêche INN d'une organisation (ou arrangement) régionale de gestion des pêches (ORGP) ; ou
 - h) s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche ~~pour des espèces couvertes par l'Accord CTOI ou par des mesures de conservation et de gestion de la CTOI~~ dans des eaux ~~dans la zone CTOI~~ qui sont sous la juridiction nationale d'un État côtier sans la permission ou l'autorisation de cet État ou en contravention des lois et règlements nationaux de cet État côtier (sans porter atteinte aux droits souverains de l'État côtier concerné de prendre des mesures exécutoires à l'encontre dudit navire) ; ou
 - i) ~~est sans nationalité et~~ s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche ~~dans la zone CTOI~~ alors qu'il était sans nationalité ; ou
 - j) s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche en ayant intentionnellement falsifié ou caché ses marquages, son identité ou son immatriculation ; ou
 - k) s'est engagé dans des activités de pêche ou des activités liées à la pêche dans la zone de la CTOI en contravention avec toute mesure de conservation et de gestion de la CTOI.

Soumission d'informations sur les activités de pêche INN

5. Une CPC ~~détenant en possession~~ d'informations ~~et/ou de preuves suffisamment étayées~~ indiquant qu'un ou plusieurs navires ont participé à des activités de pêche INN dans la zone de la CTOI durant les 24 mois précédents ~~pourra~~ présentera une liste de ces navires au Secrétaire exécutif de la CTOI. Ladite soumission devra avoir lieu au moins 70 jours avant la réunion annuelle du Comité d'application au moyen du Formulaire de déclaration d'activité illicite de la CTOI (**Annexe I**).
6. Une liste présentée par une CPC (~~ei après~~ la « CPC proposante ») en vertu du paragraphe 5, doit être accompagnée d'informations et/ou de preuves suffisamment étayées concernant l'activité de pêche INN de chacun des navires répertoriés, y compris mais sans s'y limiter :
 - a) des rapports concernant les activités INN présumées des CPC relatifs aux mesures de conservation et de gestion de la CTOI en vigueur ;
 - b) des informations commerciales obtenues sur la base des statistiques commerciales telles que les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), les documents statistiques ou autres statistiques internationales vérifiables ;
 - c) toute autre information et/ou preuve convenablement étayée -obtenue d'autres sources et/ou recueillie sur les zones de pêche, comme :
 - i. des informations recueillies à partir des inspections effectuées au port ou en mer ; ou
 - ii. des informations provenant des États côtiers, y compris des données des transpondeurs SSN ou AIS, des données de surveillance par satellite ou par des moyens aériens ou maritimes ; ou
 - iii. les programmes de la CTOI, ~~y compris les mécanismes d'arraisonnement et d'inspection en haute mer, si adoptés~~, sauf si un tel programme stipule que les informations recueillies doivent demeurer confidentielles ; ou
 - iv. des informations et des renseignements recueillis par des tiers, fournies soit directement à une CPC soit au Secrétaire exécutif, conformément au paragraphe 7.
7. Lorsque le Secrétaire exécutif de la CTOI reçoit des informations et des renseignements de la part de tierces parties indiquant des activités de pêche INN présumées, le Secrétaire exécutif transmettra les informations à l'État du pavillon du navire et à toute CPC-État côtier concernée, lorsque lesdites activités de pêche INN ont eu lieu dans les eaux de ladite CPC. L'État Lorsque l'État du pavillon du navire est une CPC, il ~~pourra~~ enquêtera sur les allégations et ~~pourra~~ communiquera sous 60 jours les résultats de l'enquête au Secrétaire exécutif de la CTOI. Lorsque l'État du pavillon du navire n'est pas une CPC, il pourra enquêter sur les allégations et communiquer sous 60 jours les résultats de l'enquête au Secrétaire exécutif de la CTOI Le Secrétaire exécutif de la CTOI devra alors, dès que possible, notifier chaque CPC et l'État du pavillon de chaque navire concerné, en joignant les informations compilées qui auront été reçues.. Lorsque les activités INN présumées ont eu lieu dans les eaux d'une CPC-Etat côtier de la CTOI, la CPC concernée pourra chercher à inclure le navire sur la Proposition de liste INN (paragraphe 6(c.iv)). Lorsque les activités INN alléguées se sont produites dans des zones au-delà de la juridiction nationale dans la zone de la CTOI, toute CPC concernée peut chercher à inclure le navire sur la Proposition de liste INN.

Proposition de Liste des navires INN de la CTOI

8. Sur la base des informations reçues conformément aux paragraphes 5, ~~et 6 et 35(d).iv~~, le Secrétaire exécutif de la CTOI établit une Proposition de liste des navires INN incorporant des informations et/ou preuves suffisamment étayées dans le format défini à l'**Annexe II**. Le Secrétaire exécutif de la CTOI transmet alors la Proposition de liste des navires INN ainsi que les informations compilées à chaque CPC et à l'État du pavillon de chaque navire inclus dans la Proposition de liste des navires INN, au moins 55 jours avant la réunion annuelle du Comité d'application.

9. L'État du pavillon d'un navire ~~d'une CPC ou d'une non CPC~~ inclus dans la Proposition de liste des navires INN devra :
- a) ~~(a)~~ notifier le propriétaire, l'armateur et le capitaine du navire de son inclusion dans la Proposition de Liste des navires INN et des conséquences qui découleraient de la confirmation de son inscription dans la Liste des navires INN adoptée par la Commission et
 - b) ~~(b)~~ surveiller étroitement les navires inscrits dans la Proposition de Liste des navires INN afin de déterminer leurs activités et d'éventuels changements d'utilisation, de nom, de pavillon ou de propriétaire inscrit.
10. L'État du pavillon d'un navire inclus dans la Proposition de liste des navires INN pourra transmettre au Secrétaire exécutif de la CTOI, au moins 15 jours avant la réunion annuelle du Comité d'application, tout commentaire, ~~ou information~~ et/ou preuve convenablement étayée ~~au sujet des navires listés et de leurs activités, y compris des informations montrant que les navires inscrits ont :~~
- a) conduit des activités de pêche de manière conforme aux mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou
 - b) conduit des activités de pêche de manière conforme aux lois et règlements d'un État côtier lorsqu'ils ont pêché dans des eaux sous juridiction de cet État et conforme aux lois et règlements de l'État du pavillon et de l'autorisation de pêche ; ou
 - c) conduit des activités de pêche exclusivement pour des espèces non couvertes par l'Accord CTOI ou par des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ~~;~~ ou
 - d) ~~pour les États du pavillon dont les navires ont été inclus dans la Proposition de Liste des navires INN en vertu de l'alinéa 22(d).iv, cela inclut les informations mentionnées au paragraphe 26.~~
11. Le Secrétaire exécutif ajoutera toute nouvelle information reçue des CPC et des États du pavillon concernant les navires inclus dans la Proposition de Liste des navires INN et, conformément aux paragraphes 22 et 23, ceux sur la Liste des navires INN et diffusera ces informations à toutes les CPC et États du pavillon des navires sur ces listes au moins 10 jours avant la session annuelle du Comité d'application, accompagnées de la liste de contrôle de l'**Annexe III** et, le cas échéant, de l'**Annexe IV**.
12. Une CPC peut à tout moment transmettre au Secrétaire exécutif de la CTOI toute information et/ou preuve additionnelle convenablement étayée concernant les navires sur la Proposition de Liste INN, qui pourrait être utile à l'élaboration de la Liste des navires INN. Si le Secrétariat de la CTOI reçoit ces informations après que la Proposition de Liste des navires INN ait été diffusée aux CPC, il diffusera lesdites informations, à toutes les CPC et aux États du pavillon des navires listés dans les meilleurs délais.

Liste provisoire des navires INN

13. Le Comité d'application de la CTOI examinera chaque année, lors de sa réunion annuelle, la Proposition de Liste des navires INN, les informations et/ou preuves convenablement étayées fournies, les commentaires reçus des États du pavillon dont les navires sont inclus dans la Proposition de Liste des navires INN, ainsi que toutes les informations complémentaires soumises par les CPC proposantes. Si le Comité d'application de la CTOI considère que les documents fournis établissent qu'un navire a conduit des activités de pêche INN, il inscrira ce navire dans la Liste provisoire des navires INN.
14. Le Comité d'application n'inclura pas un navire sur la Liste provisoire des navires INN si :
- a) la CPC proposante n'a pas respecté les dispositions des paragraphes 5 et 6 ; ou
 - b) sur la base des informations disponibles, le Comité d'application ne considère pas que la présomption d'activités de pêche INN mentionnée au paragraphe 4 a été établie ; ou

- c) l'État du pavillon d'un navire inscrit dans la Proposition de Liste des navires INN fournit des informations et/ou preuves convenablement étayées qui démontrent à la satisfaction du Comité d'application que le navire était à tout moment conforme aux règles de l'État du pavillon et à son autorisation de pêche et
- i. ~~(a)~~ que le navire a mené des activités de pêche d'une manière compatible avec l'Accord CTOI et les mesures de conservation et de gestion de la CTOI, ou
 - ii. ~~(b)~~ que le navire a mené des activités de pêche dans les eaux relevant de la juridiction d'un État côtier d'une manière compatible avec les lois et règlements de cet État côtier, ou
 - iii. ~~(c)~~ que le navire a pêché exclusivement des espèces qui ne sont pas couvertes par l'Accord CTOI ou des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou
- d) l'État du pavillon d'un navire inscrit dans la Proposition de Liste des navires INN fournit des informations et/ou preuves convenablement étayées qui démontrent à la satisfaction du Comité d'application qu'il a pris des mesures efficaces en réponse aux activités de pêche INN en question, y compris des poursuites judiciaires et des sanctions d'une sévérité adéquate de sorte qu'elles soient efficace pour garantir l'application et décourager de nouvelles infractions. Chaque CPC devra déclarer toute action ou mesure qu'elle a prise conformément à la résolution 07/01 afin de promouvoir le respect des mesures de conservation et de gestion de la CTOI par les navires battant son pavillon.
15. Dans les cas où l'État du pavillon n'a pas démontré les points mentionnés aux alinéas 14.c) ou 14.d) ou lorsqu'un État du pavillon n'a pas fourni les informations prévues au paragraphe 10 ou durant la réunion du Comité d'application, le Comité d'application de la CTOI inclura le navire sur la Liste provisoire des navires INN et recommandera à la Commission d'inscrire ce navire sur la Liste des navires INN.
16. Suite à l'examen mentionné au paragraphe 13 lors de chaque réunion annuelle de la CTOI, le Comité d'application de la CTOI soumettra la Liste provisoire des navires INN à la Commission, pour examen. Si le Comité d'application ne peut pas s'entendre sur la question de savoir si un certain navire doit être inclus dans la Liste provisoire des navires INN, la liste inclura le navire et la Commission décidera si le navire doit être inclus dans la Liste des navires INN.

Liste des navires INN

17. Le Comité d'application de la CTOI examinera chaque année la Liste des navires INN et les informations diffusées en vertu du paragraphe 11 ~~(26 et 27)~~ et recommandera à la Commission quels navires doivent être éventuellement ajoutés à ou retirés de la Liste des navires INN.
18. La Commission, chaque année lors de sa réunion annuelle, passera en revue la Liste des navires INN, ainsi que la Liste provisoire des navires INN et les recommandations adoptées par le Comité d'application de la CTOI concernant la modification de la Liste des navires INN, ainsi que les informations étayées fournies en vertu des paragraphes 6, 10, ~~et 12 et 30,~~ et Sur la base de cet examen, la Commission pourra décider de modifier la Liste des navires INN en
- a) ajoutant ou en supprimant des navires ; et/ou en conséquence.
 - b) rectifiant des informations incorrectes ou en ajoutant des informations au sujet d'un navire déjà inscrit sur la Liste des navires INN, conformément au paragraphe 30.a)
19. La Commission, conformément au paragraphe 18, pourra amender la Liste des navires INN par consensus. En l'absence de consensus, la Commission prendra une décision sur tout amendement proposé par le biais d'un vote. Le vote peut être effectué par scrutin secret si un membre le demande et si cette demande est appuyée. Si les deux tiers ou plus des parties contractantes présentes et votantes soutiennent l'amendement proposé, il sera considéré comme approuvé et mis en œuvre. L'issue de toute décision prise par la Commission conformément au présent paragraphe n'affecte pas les poursuites ou règlements des sanctions internes par les États candidats ou

~~les États du pavillon conformément aux paragraphes 4 et 14.d). Pour tout navire pour lequel les procédures d'inscription d'un navire en intersessions ont été appliquées durant l'année précédente, sauf lorsque l'État proposant ou du pavillon a soumis des informations étayées à la Commission pour confirmer que les procédures judiciaires ont commencé mais ne sont pas encore terminées, la Commission ne devra pas appliquer une deuxième fois les procédures d'inscription d'un navire en intersessions (paragraphes 22 à 24). La règle sera d'inclure le navire dans la Liste des navires INN.~~

Procédures d'inscription d'un navire en intersessions

20. ~~Si, au cours d'une de ses sessions, la Commission n'est pas en mesure de déterminer si oui ou non un navire doit être inclus dans la Liste des navires INN, elle suspendra ses délibérations et demandera des informations supplémentaires à la CPC proposante, aux autres CPC et à l'État du pavillon concerné afin qu'une décision puisse être prise sur l'inscription du navire pendant la période entre les sessions de la Commission, par le biais d'un échange électronique de documents (ci après appelé « procédure d'inscription d'un navire en intersessions »), comme suit :~~

- a) ~~les CPC concernées et l'État du pavillon sont invités à soumettre au Secrétaire exécutif de la CTOI des informations complémentaires convenablement étayées dans un délai de 90 jours ;~~
- b) ~~immédiatement après cette période de 90 jours, le Secrétaire exécutif de la CTOI transmettra la proposition d'inscription du navire sur la Liste des navires INN de la CTOI à toutes les CPC, ainsi que toutes les informations complémentaires convenablement étayées reçues au titre du paragraphe 22(a) ;~~
- c) ~~les parties contractantes examineront sous 30 jours la proposition les informations complémentaires convenablement étayées et indiqueront par écrit au Secrétaire exécutif de la CTOI si elles soutiennent ou non la proposition ;~~
- d) ~~à la fin de la période de 30 jours, le Secrétaire exécutif de la CTOI établira la décision des parties contractantes concernant la proposition, selon les principes suivants :~~
 - i) ~~une procédure d'inscription d'un navire en intersessions sera considérée comme valable uniquement si au moins 50% des parties contractantes ayant le droit de vote répondent à la proposition ;~~
 - ii) ~~une proposition sera considérée comme approuvée si les deux tiers des parties contractantes ayant le droit de vote et ayant répondu indiquent qu'elles soutiennent l'inclusion du navire concerné dans la Liste des navires INN, et il sera inscrit ;~~
 - iii) ~~si moins de 50% des parties contractantes ayant le droit de vote répondent, ou si moins de deux tiers des parties contractantes ayant le droit de vote et ayant répondu indiquent qu'elles soutiennent l'inclusion du navire concerné dans la Liste des navires INN, ce navire continuera de figurer dans la Liste provisoire des navires INN jusqu'à 55 jours avant le Comité d'application suivant, date à laquelle le Secrétaire exécutif inclura le navire sur la Proposition de liste des navires INN, pour examen à la réunion suivante du Comité d'application. L'État du pavillon continuer à surveiller de près tout navire devant être inclus dans la Proposition de liste des navires INN ou dans la Liste provisoire des navires INN en vertu de ce paragraphe, afin de déterminer ses activités et d'éventuels changements de nom, pavillon ou propriétaire.~~
- e) ~~Le Secrétaire exécutif de la CTOI communiquera chaque décision, avec une copie de la Liste CTOI des navires INN modifiée et une liste des navires devant être inclus dans la Proposition de liste des navires INN ou dans la Liste provisoire des navires INN lors de la prochaine réunion du Comité d'application en vertu de l'alinéa 22(d)(iv), à toutes les CPC, aux États du pavillon des navires (s'ils ne sont pas des CPC) et à toute partie non contractante intéressée. La Liste des navires INN modifiée entrera en vigueur immédiatement après la communication de la décision par le Secrétaire exécutif de la CTOI. Les réponses et les votes des parties contractantes seront anonymes et les détails n'en seront diffusés qu'avec l'autorisation de la partie contractante qui soumet le vote.~~



~~21. La Commission n'appliquera pas les procédures d'inscription d'un navire en intersessions à des cas présumés INN dans lesquels le navire ou le propriétaire ont été impliqués dans des cas de pêche INN au cours des cinq années précédentes. Ces navires doivent être examinés à chaque assemblée annuelle du Comité d'application et de la Commission.~~

Actions à l'encontre des navires INN

~~22-20.~~ Suite à l'adoption de la Liste des navires INN, le Secrétaire exécutif demandera à l'État du pavillon de chacun des navires sont inscrits sur ladite liste :

- a) d'informer le propriétaire et l'armateur du navire de son inscription sur la Liste des navires INN et des conséquences qui pourraient en découler ;
- b) de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher le navire de se livrer à des activités de pêche INN, y compris retirer sa licence de pêche ou lui retirer son immatriculation, et d'informer la Commission des mesures prises à ce sujet.

~~23-21.~~ Une CPC devra prendre toutes les mesures nécessaires, dans le cadre de sa législation :

- a) veiller à ce qu'aucun navire battant son pavillon, y compris tout navire de pêche, navire de soutien, navire de ravitaillement (approvisionnement), bateau-mère ou navire cargo, ne fournisse en aucune façon une assistance à un navire figurant sur la Liste des navires INN, ou ne s'engage dans des opérations de transformation avec un tel navire ou ne participe à des opérations de transbordement ou de pêche conjointe avec un tel navire, sauf dans le but de fournir une assistance dans le cas où un tel navire, ou toute personne sur ce navire, est en danger ou en détresse ;
- b) refuser l'entrée dans ses ports à un navire figurant sur la Liste des navires INN, sauf en cas de force majeure ou lorsque le navire, ou toute personne sur ce navire, est en danger ou en détresse, à moins que le navire ne soit autorisé à entrer dans le port aux fins exclusives d'inspection et de mesures exécutoires efficaces ;
- c) envisager de donner la priorité à l'inspection des navires inscrits sur la Liste des navires INN, si ces navires se trouvent dans leurs ports ;
- d) interdire l'affrètement d'un navire inscrit sur la Liste des navires INN ;
- e) refuser d'accorder son pavillon à un navire inscrit sur la Liste des navires INN, sauf si ledit navire a changé de propriétaire et que le nouveau propriétaire a fourni des informations et/ou des preuves convenablement étayées suffisantes de ce que le propriétaire et l'armateur précédents n'ont plus d'intérêts légaux ou financiers dans, ni n'exercent plus aucun contrôle sur, ledit navire, ou que, ayant pris en compte et documenté tous les éléments pertinents, l'État du pavillon détermine qu'accorder son pavillon au navire n'entraînera pas de pêche INN ;
- f) interdire les importations, débarquements ou transbordement de thons et d'espèces apparentées en provenance de navires inscrits sur la Liste des navires INN ;
- g) encourager les importateurs, les transporteurs et les autres secteurs concernés à ne pas réaliser de transactions, y compris les transbordements, concernant des thons et espèces apparentées capturés par des navires inscrits sur la Liste des navires INN ;
- h) collecter et échanger avec les autres parties contractantes et parties coopérantes non contractantes toutes les informations appropriées dans le but de détecter, contrôler et prévenir les faux certificats d'import/export de thons et d'espèces apparentées en provenance de navires inscrits sur la Liste des navires INN.

Procédure de radiation d'un navire

~~24.22.~~ L'État du pavillon d'un navire figurant sur ~~la Liste provisoire des navires INN ou sur~~ la Liste des navires INN peut demander le retrait du navire de la liste à tout moment, y compris pendant la période d'intersessions, en fournissant des informations ~~et/ou des preuves~~ convenablement étayées au Secrétaire exécutif pour démontrer :

- a) i) qu'il a adopté des mesures afin que les navires, les propriétaires et tous les autres ressortissants qui se livrent à des activités de pêche ou liées à la pêche dans la zone ~~de compétence~~ de la CTOI pour des espèces couvertes par l'Accord CTOI se conforment à toutes les mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; et
- ii) qu'il est assumé et continuera d'assumer effectivement ses responsabilités en tant qu'État du pavillon en ce qui concerne le suivi et le contrôle des activités de pêche de ce navire ; et
- iii) qu'il a pris des mesures efficaces contre le propriétaire, l'armateur et le capitaine (le cas échéant) en réponse aux activités de pêche INN qui ont abouti à l'inclusion du navire dans la Liste des navires INN, y compris des poursuites et l'imposition de sanctions de sévérité adéquate ; ou
- b) que le navire a changé de propriétaire et que le nouveau propriétaire peut établir que le propriétaire précédent n'a plus d'intérêts opérationnels, juridiques, financiers ou réels, directs ou indirects, dans le navire ni n'exerce aucun contrôle sur celui-ci et que le nouveau propriétaire n'a pas participé à des activités de pêche INN dans les 5 années précédentes ; ou
- c) que le navire a été coulé ou détruit ; ou
- d) que ~~les procédures judiciaires~~ toutes les poursuites et sanctions concernant le navire qui a mené des activités de pêche INN ont été conclues ~~à la satisfaction de~~ la CPC proposante et ~~de par~~ l'État du pavillon du navire.

~~25.23.~~ Si une demande de retrait d'un navire de ~~la Liste provisoire des navires INN ou de~~ la Liste des navires INN est reçue dans les 55 jours avant la réunion annuelle du Comité d'application, la demande sera examinée lors de cette réunion. Le Comité d'application examinera la demande ainsi que toute information ~~et/ou preuve~~ convenablement étayée fournie en vertu du paragraphe 22 et recommandera à la Commission si oui ou non le navire doit être retiré de la ~~Liste provisoire des navires INN ou de~~ la Liste des navires INN.

~~26.24.~~ Si une demande est reçue plus de 55 jours avant la réunion annuelle du Comité d'application, la demande sera examinée conformément à la procédure d'intersessions décrite aux paragraphes 25 à 28.

~~27.25.~~ Sur la base des informations reçues conformément au paragraphe 22, le Secrétaire exécutif de la COI transmettra à toutes les CPC la demande de retrait, ainsi que tous les renseignements justificatifs présentés et la liste de contrôle de l'Annexe IV, dans les 15 jours suivant la réception de la demande.

~~28.26.~~ Les parties contractantes examineront la demande de retrait du navire et notifieront au Secrétariat de la CTOI leur conclusion soit de retirer le navire, soit de garder le navire sur ~~la Liste provisoire des navires INN ou~~ la Liste des navires INN, dans les 30 jours suivant la notification par le Secrétaire exécutif de la CTOI.

~~29.27.~~ À la fin de la période de 30 jours, le Secrétaire exécutif de la CTOI déterminera la décision des CPC sur la proposition, conformément à ce qui suit :

- a) une procédure de radiation d'un navire sera considérée comme valable uniquement si au moins 50% des parties contractantes ayant le droit de vote répondent à la proposition ;
- b) une proposition sera considérée comme approuvée si les deux tiers ou plus des parties contractantes ayant le droit de vote et ayant répondu indiquent qu'elles soutiennent la radiation du navire concerné de ~~la Liste provisoire des navires INN ou de~~ la Liste des navires INN, et il sera radié ;
- c) si moins de deux tiers des parties contractantes ayant le droit de vote indiquent qu'elles sont en faveur de la radiation du navire concerné de ~~la Liste provisoire des navires INN ou de~~ la Liste des navires INN,

ce navire ne sera pas radié et la demande de radiation sera examinée lors de la prochaine réunion annuelle du Comité d'application, conformément à la procédure décrite dans le paragraphe 23.

~~30.28.~~ Le Secrétaire exécutif de la CTOI communiquera chaque décision, avec une copie de la Liste CTOI des navires INN modifiée à toutes les CPC, à l'État du pavillon du navire (s'il n'est pas une CPC) et à toute partie non contractante intéressée. La Liste des navires INN modifiée entrera en vigueur immédiatement après la communication de la décision.

Publication de la Liste des navires INN

~~31.29.~~ Le Secrétaire exécutif de la CTOI prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la publicité de la Liste des navires INN adoptée par la CTOI au titre du paragraphe 18, ou amendée au titre des paragraphes 22 à 27 ou du paragraphe 30, en conformité avec les exigences de confidentialité applicables, et sous forme électronique, y compris en la rendant accessible sur le site Web de la CTOI. De plus, le Secrétaire exécutif de la CTOI transmettra dès que possible la Liste des navires INN à la FAO et aux autres organismes régionaux de gestion des pêches, afin d'améliorer la coopération entre la CTOI et ces organisations dans le but de prévenir, décourager et éliminer la pêche INN.

~~Changement de propriétaire inscrit~~ Modification d'informations sur des navires inscrits sur la Liste des navires INN

~~30.~~ Aux fins des alinéas 9, 10, 25e et 26b le ou les propriétaires inscrit(s) d'un navire ne sera(seront) pas considéré(s) comme ayant changé à moins que l'État du pavillon concerné ne fournisse des informations convenablement étayées démontrant à la satisfaction de la Commission que le(s) propriétaire(s) du navire a(ont) changé et que l'ancien(les anciens) propriétaire(s) inscrit(s) n'a(ont) pas d'intérêts directs ou indirects opérationnels, juridiques, financiers ou réels dans le navire et que le(s) nouveau(x) propriétaire(s) ou propriétaire(s) inscrit(s) n'a(ont) pas participé ou soutenu d'activités de pêche INN et n'a(ont) pas d'intérêts opérationnels, juridiques, financiers ou réels, qu'ils soient directs ou indirects, avec le(s) propriétaire(s) précédent(s). Toute CPC détenant des informations nouvelles ou modifiées sur des navires figurant sur la Liste des navires INN en relation avec les informations mentionnées aux paragraphes 1 à 9 de l'annexe II transmettra ces informations dans les meilleurs délais au Secrétaire exécutif. Le Secrétaire exécutif communiquera ces informations à toutes les CPC et :

a) lorsque les informations indiquent que des détails incorrects ont été inclus au moment où le navire a été ajouté à la Liste des navires INN, renverra la question à la Commission pour examen, conformément au paragraphe 18.b) :

32.b) lorsque les informations indiquent une modification des détails depuis que le navire a été ajouté à la Liste des navires INN, cherchera à vérifier les informations en faisant référence à d'autres informations et/ou preuves dûment étayées et, après vérification, mettra à jour les détails pertinents dans la Liste des navires INN et la republiera, conformément au paragraphe 29. Si le Secrétariat, après des efforts raisonnables, n'est pas en mesure de vérifier les informations soumise par la CPC, la Liste des navires INN ne sera pas mise à jour.

Dispositions générales

~~33.31.~~ Sans préjudice aux droits des États du pavillon et des États côtiers à prendre des actions dans le respect des lois internationales, les CPC ne devront prendre aucune mesure commerciale ou autre sanctions unilatérale à l'encontre des navires inscrits dans la Proposition de Liste des navires INN au titre des paragraphes 8 et 16, ~~ou qui ont été radiés de la Liste provisoires des navires INN au titre du paragraphe 26,~~ au motif que ces navires sont impliqués dans des activités de pêche INN ou que ces navires ont été retirés de la Liste des navires INN par la Commission.

~~34.32.~~ Un résumé du calendrier des actions à prendre en vertu de cette résolution est fourni en **Annexe V**.



35.33. Cette résolution remplace la Résolution 11/03 *visant à l'établissement d'une liste de navires présumés avoir exercé des activités de pêche illicites, non déclarées et non réglementées dans la zone de compétence de la CTOI.*

ANNEXE I

FORMULAIRE CTOI DE DECLARATION D'ACTIVITE ILLICITE

En rapport avec la Résolution 17/XX visant à l'établissement d'une liste de navires présumés avoir exercé des activités de pêche illicites, non déclarées et non réglementées dans la zone de compétence de la CTOI, veuillez trouver ci-dessous des informations sur des activités illicites observées par [nom de la CPC ou de la tierce partie] dans [zone dans laquelle l'activité a été constatée].

A. Informations sur les navires.

(Décrire le(s) incident(s) dans le tableau ci-dessous)

Item	Définition	Détails
a.	Nom du navire et nom(s) précédent(s) si applicable.	
b.	Pavillon du navire et pavillon(s) précédent(s) si applicable.	
c.	Date de première inscription du navire sur la Liste des navires INN de la CTOI.	
d.	Numéro Lloyds/IMO.	
e.	Photos du navire, si disponibles.	
f.	Indicatif d'appel radio et indicatif d'appel radio(s) précédent(s) si applicable.	
g.	Armateur(s) du navire et armateur(s) précédent(s), y compris les propriétaires en équité, si applicable.	
h.	Opérateur(s) du navire et opérateur(s) précédent(s) si applicable.	
i.	Date des activités INN	
j.	Localisation des activités INN	
k.	Résumé des activités INN.	
l.	Résumé des actions prises	
m.	Résultat des actions prises	

B. Détails des clauses de la résolution de la CTOI violées.

(Indiquez d'un « X » les clauses de la Résolution 17/XX concernées, et fournir les détails nécessaires dont la date, le lieu, la source de l'information. De plus amples informations peuvent être fournies en pièce jointe si nécessaire).

Un navire, dans la zone de compétence de la CTOI et en relation avec des espèces couvertes par l'Accord de la CTOI ou par des mesures de conservation et de gestion de la CTOI :

Item	Clause	Concernée
a.	s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche, et n'est inscrit ni sur le <u>Registre des navires autorisés de la CTOI, conformément à la Résolution 15/04, ni sur la Liste des navires en activité ; ou s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche dans la zone CTOI concernant des espèces couvertes par l'Accord CTOI ou par des mesures de conservation et de gestion de la CTOI, même s'il n'est pas inscrit sur le Registre des navires autorisés de la CTOI, conformément à la Résolution 15/04 ; ou</u>	
b.	s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche, alors que son pavillon ne dispose pas d'un quota, d'une limite des captures ou d'une allocation d'effort suffisant(e) en vertu des mesures de conservation et de gestion de la CTOI, le cas échéant ; ou s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche dans la zone CTOI concernant des espèces couvertes par l'Accord CTOI ou par des mesures de conservation et de gestion de la CTOI, de manière autre qu'en vertu d'une allocation de quota, de limitation des captures ou d'effort conférée à l'État du pavillon de ce navire en vertu des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou	
c.	n'a pas réussi consigné ou déclaré ses prises avec exactitude, conformément aux mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou	
d.	a capturé ou débarqué du poisson trop petit dans la zone CTOI, en contravention des	

	mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou	
e.	s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche dans la zone CTOI durant des périodes de clôture de la pêche ou dans des zones fermées, en contravention des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou	
f.	a utilisé des engins prohibés dans la zone CTOI , en contravention des mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; ou	
g.	a transbordé du poisson, ou autrement participé à des opérations conjointes avec des navires de soutien ou de réapprovisionnement qui ne sont pas : (i) inclus sur Registre des navires autorisés de la CTOI, ou (ii) qui sont inclus dans une liste de navires engagés dans la pêche INN d'une autre organisation (ou arrangement) régionale de gestion des pêches (ORGP) ; ou	
h.	s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche pour des espèces couvertes par l'Accord CTOI ou par des mesures de conservation et de gestion de la CTOI dans des eaux dans la zone CTOI qui sont sous la juridiction nationale d'un État côtier sans la permission ou l'autorisation de cet État ou en contravention des lois et règlements nationaux de cet État côtier (sans porter atteinte aux droits souverains de l'État côtier concerné de prendre des mesures exécutoires à l'encontre dudit navire) ; ou	
i.	s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche alors qu'il était sans nationalité ; ou est sans nationalité et s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche dans la zone CTOI pour des espèces couvertes par l'Accord CTOI ; ou	
j.	s'est engagé dans la pêche ou des activités liées à la pêche en ayant intentionnellement falsifié ou caché ses marquages, son identité ou son immatriculation ; ou	
kj.	s'est engagé dans <u>la pêche ou</u> des activités de liées à pêche dans la zone de la CTOI en contravention avec toute mesure de conservation et de gestion de la CTOI.	

C. Documents associés

(Listez ici les documents joints, par exemple les rapports d'abordage, les poursuites judiciaires, les photographies...)

D. Actions recommandées

(Indiquer d'un « X » les actions concernées)

Item	Actions recommandées	Concernée
a	Notification uniquement au Secrétariat. Pas d'autre action recommandée.	
b	Notification au Secrétariat. Notification recommandée à l'État du pavillon.	
c	Recommandation d'inclusion sur la Liste INN de la CTOI	



ANNEXE II

INFORMATIONS DEVANT ETRE MENTIONNEES DANS TOUTES LES LISTES DE NAVIRES INN DE LA CTOI

La Proposition de liste des navires INN, la Liste provisoire des navires INN et la Liste des navires INN devront contenir les informations suivantes :

1. Nom du navire et nom(s) précédent(s), si applicable.
2. Pavillon du navire et pavillon(s) précédent(s), si applicable.
3. Non et adresse du propriétaire et de l'armateur du navire et du propriétaire et de l'armateur précédents, si applicable.
4. Pour une entité légale, le pays et le numéro d'enregistrement.
5. Indicatif d'appel radio du navire et indicatif d'appel radio précédent, si applicable.
6. Numéro OMI, si applicable, ou identifiant unique du navire (UVI) ou, si pas applicable, tout autre identifiant du navire.
7. Photos récentes du navire, si disponibles.
8. Longueur hors-tout du navire.
9. Date de première inscription du navire sur la Liste des navires INN de la CTOI, si applicable.
10. Résumé des activités INN présumées qui ont justifié l'inscription du navire sur la Liste des navires INN, ainsi que les références aux documents et informations [et/ou preuves](#) convenablement étayées.
11. Résumé des actions connues comme ayant été prises au sujet des activités INN présumées et leurs résultats.

ANNEXE III

LISTE DE CONTROLE A REMPLIR PAR LE SECRETARIAT DE LA CTOI POUR LES NAVIRES DEVANT ETRE INCLUS DANS LA PROPOSITION DE LISTE INN ET DANS LA LISTE INN PROVISOIRE

Nom du navire : _____

Action	Responsabilité	Paragraphe	Fourni à temps (O/N)	Aide-mémoire	Cocher ce qui s'applique	Remarques
Pour la Proposition de liste des navires INN						
Formulaire de déclaration de la CTOI (Annexe I) soumis au moins 70 jours avant la réunion du Comité d'application avec des informations et/ou preuves convenablement étayées.	CPC proposante	5, 6, 7, 8		Si « Non », ne pas inclure dans la Liste INN provisoire (para. 17)		
Au moins 15 jours avant la réunion du Comité d'application, l'État du pavillon a fourni des informations et/ou preuves convenablement étayées indiquant qu'il a avisé les propriétaires et les capitaines d'un navire de son inclusion sur la Proposition de liste des navires INN et de ses conséquences.	CPC du pavillon	9				
Au moins 15 jours avant la réunion du Comité d'application, l'État du pavillon l'État du pavillon a fourni des informations et/ou preuves convenablement étayées, conformément aux dispositions du paragraphe 10	CPC du pavillon	10				
Informations et/ou preuves complémentaires convenablement étayées soumises, concernant l'inscription INN.	CPC proposante ou CPC du pavillon	12				

Pour inclusion dans la Liste provisoire des navires INN (notez que le Secrétariat indiquera si des informations <u>et/ou preuves</u> convenablement étayées ont été fournies, mais ne portera aucun jugement quant à leur adéquation, ce qui est de la responsabilité du Comité d'application)						
L'État du pavillon d'un navire inscrit dans la Proposition de Liste des navires INN a-t-il fourni des informations <u>et/ou preuves</u> convenablement étayées qui démontrent à la satisfaction du Comité d'application que le navire était à tout moment conforme aux règles de l'État du pavillon et à son autorisation de pêche et	CPC du pavillon	14.c)		Aide-mémoire pour le CdA : Ne pas inclure dans la Liste INN provisoire seulement si les para. 14.c) ou 14.d) sont satisfaits.		
(a) que le navire a mené des activités de pêche d'une manière compatible avec l'Accord CTOI et les mesures de conservation et de gestion de la CTOI	CPC du pavillon	14.c)				
(b) que le navire a mené des activités de pêche dans les eaux relevant de la juridiction d'un État côtier d'une manière compatible avec les lois et règlements de cet État côtier,	CPC du pavillon	14.c)				
(c) que le navire a pêché exclusivement des espèces qui ne sont pas couvertes par l'Accord CTOI ou des mesures de conservation et de gestion de la CTOI	CPC du pavillon	14.c)				
L'État du pavillon d'un navire inscrit dans la Proposition de Liste des navires INN a-t-il fourni des informations <u>et/ou preuves</u> convenablement étayées qui démontrent qu'il a pris des mesures efficaces en réponse aux activités de pêche INN en question (le CdA décidera si elles sont d'une sévérité adéquate)	CPC du pavillon	14.d)				
L'État du pavillon a-t-il fourni des informations <u>et/ou preuves</u> convenablement étayées qui démontrent qu'il a pris des mesures en vertu de 07/01	CPC du pavillon	14.d)				

ANNEXE IV

LISTE DE CONTROLE A REMPLIR PAR LE SECRETARIAT DE LA CTOI POUR L'EVENTUELLE RADIATION DE NAVIRES DE LA ~~PROPOSITION DE LISTE INN OU DANS LA~~ LISTE DES NAVIRES INN

(Rappel pour la Commission pour la radiation d'un navire : notez que le Secrétariat indiquera si des informations et/ou preuves convenablement étayées ont été fournies, mais ne portera aucun jugement quant à leur adéquation, ce qui est de la responsabilité du Comité d'application/de la Commission, paragraphes 17 et 27).

Nom du navire : _____

Para. 22, alinéa :	Action	Responsabilité	Fourni à temps (O/N)	Remarques	Aide-mémoire
a)	i) il a adopté des mesures afin que les navires, les propriétaires et les autres ressortissants se conforment à toutes les mesures de conservation et de gestion de la CTOI ; et	CPC du pavillon			Si le paragraphe a), b) <u>ou</u> , c) ou d) est satisfait, le navire pourra être retiré de la liste INN provisoire, conformément au paragraphe 22, ou de la Liste des navires INN conformément au paragraphe 27, sinon le bateau restera sur la liste pour réexamen par le Comité d'application et la Commission à sa prochaine session annuelle.
	ii) il est assumé et continuera d'assumer effectivement ses responsabilités en tant qu'État du pavillon en ce qui concerne le suivi et le contrôle des activités de pêche de ce navire ; et	CPC du pavillon			
	iii) il a pris des mesures efficaces contre le propriétaire et l'équipage en réponse aux activités de pêche INN qui ont abouti à l'inclusion du navire dans la Liste des navires INN, y compris des poursuites et l'imposition de sanctions de sévérité adéquate ; ou	CPC du pavillon			
b)	le navire a changé de propriétaire et que le nouveau propriétaire peut établir que le propriétaire précédent n'a plus d'intérêts opérationnels, juridiques, financiers ou réels, directs ou indirects, dans le navire ni n'exerce aucun contrôle sur celui-ci et que le nouveau propriétaire n'a pas participé à des activités de pêche INN dans les 5 années précédentes ; ou	CPC du pavillon			
c)	le navire a été coulé ou détruit ; ou	CPC du pavillon			
d)	les procédures judiciaires Toutes poursuites et sanctions concernant le navire qui a mené des activités de pêche INN ont été conclues à la satisfaction de par la CPC proposante et de par l'État du pavillon du navire.	CPC du pavillon			

ANNEXE V
CALENDRIER RESUME DES ACTIONS A PRENDRE AU SUJET DE CETTE RESOLUTION

Étape	Calendrier	Actions à prendre	Responsabilité	Paragraphe
1	70 jours avant réunion du CdA (minimum)	Informations y compris toutes les informations <i>et/ou preuves</i> convenablement étayées transmises au Secrétaire exécutif	CPC	5, 6
2	55 jours avant réunion du CdA	Compilation de toutes les informations reçues sur les activités de pêche INN présumées dans la Proposition de liste des navires INN et dans la Liste des navires INN. Transmettre la Proposition de liste des navires INN à toutes les CPC et aux États du pavillon ayant des navires sur la liste (si pas des CPC).	Secrétaire exécutif	8
3	15 jours avant réunion du CdA	Fournir toutes les informations <i>et/ou preuves</i> convenablement étayées au Secrétaire exécutif concernant les activités de pêche INN présumées.	États du pavillon	10
4	10 jours avant réunion du CdA	Transmettre la Proposition de liste des navires INN, et toute information supplémentaire sur les navires sur la Liste des navires INN, conformément au paragraphe 22, à toutes les CPC et aux États du pavillon avec des navires sur la liste (si pas des CPC).	Secrétaire exécutif	11
5	À tout moment	Fournir toutes les informations <i>et/ou preuves</i> convenablement étayées au Secrétaire exécutif concernant l'élaboration de la Liste des navires INN.	CPC et États du pavillon	12
6	Dès que possible avant le CdA	Diffuser les informations supplémentaires conformément au paragraphe 12.	Secrétaire exécutif	12
7	Réunion du CdA	Examiner la Proposition de liste des navires INN, y compris les informations fournies par la CPC proposante et l'État du pavillon, y compris les informations/précisions fournies par l'une des parties au cours de la réunion. Soumettre une Liste provisoire des navires INN et fournir des recommandations à la Commission.	Toutes CPC sauf État du pavillon et CPC proposante	13-15
8	Réunion du CdA	Examiner la liste des navires INN et fournir des recommandations à la Commission concernant la suppression éventuelle de navires	Toutes CPC sauf État du pavillon et CPC proposante	17
9	Réunion de la Commission	Passer en revue la Liste provisoire des navires INN, y compris toute nouvelle information/clarification fournie par la CPC proposante et l'État du pavillon au cours de la session. Passer en revue la Liste des navires INN. Adopter la Liste des navires INN définitive. <i>Conserver éventuellement des navires sur la Liste INN provisoire pour examen en intersessions si les informations disponibles sont insuffisantes pour prendre une décision.</i>	Toutes CPC sauf État du pavillon et CPC proposante	17, 19 <i>22</i>
10	Immédiatement après la session annuelle	Publier la Liste des navires INN sur le site Web de la CTOI et transmettre la Liste des navires INN à la FAO, aux autres ORGP, aux CPC et aux États du pavillon (si pas des CPC).	Secrétaire exécutif	29
11	90 jours après la réunion de la Commission	<i>Pour les navires maintenus sur la Liste INN provisoire, fournir des informations complémentaires.</i>	<i>CPC et États du pavillon</i>	<i>22a</i>
12	Immédiatement après 90 jours après la réunion de la Commission	<i>Transmettre une proposition visant à placer des navires sur la Liste INN, avec des informations supplémentaires.</i>	<i>Secrétaire exécutif</i>	<i>22b</i>
13	30 jours après réceptions des informations	<i>Les CPC notifient au Secrétaire exécutif leur décision sur l'inscription INN ou le retrait de la liste INN provisoire</i>	<i>Toutes CPC sauf État du pavillon et CPC</i>	<i>22e</i>



IOTC-2017-S21-PropA[F]

Étape	Calendrier	Actions à prendre	Responsabilité	Paragraphe
	complémentaires		proposante	
14	Après réception de la décision des CPC sur l'inscription INN provisoire	Communiquer le résultat de la décision sur la Liste INN provisoire et mettre à jour la Liste des navires INN de la CTOI et la Liste INN provisoire.	Secrétaire exécutif	22e
15	Après réception de la décision des CPC sur l'inscription INN provisoire	Si une décision n'est pas prise sur le statut des navires sur la Liste INN provisoire, ils resteront sur la Liste INN provisoire jusqu'à 55 jours avant la prochaine réunion du Comité d'application, date à laquelle ils seront placés sur la Proposition de liste des navires INN. Les États proposant et du pavillon ont la possibilité de fournir des informations supplémentaires (étapes 3 et 5) pour examen lors de la prochaine réunion du Comité d'application et de la Commission (étapes 7-9)	CPC et États du pavillon	22d(iv)